HABITAT & COLLECTIVITES LOCALES N°65

Informations du 1er au 7 septembre 2007

Inventaires
20 ans d'expertise au service de l'Habitat et des Collectivités

JOURNAL OFFICIEL du 1er au 7 septembre 2007

Dépassement de COS en cas de respect d'exigences de performance énergétique - Rectificatif
Arrêté du 3 mai 2007 pris pour l'application de l'article R. 111-21 du code de la construction et de l'habitation relatif aux conditions à remplir pour bénéficier du dépassement de coefficient d'occupation des sols en cas de respect d'exigences de performance énergétique par un projet de construction (rectificatif)
J.O n° 202 du 1 septembre 2007 page 14487 - texte n° 45 - NOR: SOCU0750659Z
http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=SOCU0750659Z
Arrêté du 3 mai 2007 à rectifier
http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=SOCU0750659A

JURISPRUDENCE

Appréciation de l'urgence en fonction de l'avance des travaux
La COMMUNE soutient que les trois motifs retenus par l'ordonnance attaquée pour estimer remplie la condition d'urgence à suspendre l'arrêté municipal sont erronés. Toutefois, il ressort des pièces du dossier soumis au juge des référés que d'importants travaux de décaissement et de coulage des fondations en béton avaient été réalisés à la date de la l'ordonnance attaquée. Dès lors, le juge des référés du tribunal administratif de Nice a pu, sans commettre d'erreur de droit, prendre en compte l'état d'avancement des travaux de construction, pour estimer que la condition d'urgence à suspendre la décision litigieuse était satisfaite. Ce motif suffit à justifier l'urgence sans qu'il soit besoin d'examiner les autres moyens dirigés contre l'ordonnance du juge des référés en tant qu'elle retient d'autres motifs pour estimer que la condition d'urgence était remplie. Par suite, les conclusions aux fins d'annulation de cette ordonnance doivent être rejetées…
Conseil d'État N° 294721 - 2007-07-13
http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnDocument?base=JADE&nod=JGXBX2007X07X000000294721

REVUE DU WEB

Mission interministérielle d'inspection du logement social (Miilos) - Rapport 2006
Les thèmes prioritaires d'inspection pour 2006 concernaient notamment la politique sociale et l'offre nouvelle de logements sociaux. En 2006, la Mission a également procédé à l'examen de différents thèmes d'actualité (régime juridique applicable aux logements HLM construits sans aide de l'État, gouvernance, gestion de la trésorerie et de la dette), d'où il ressort, pour certains d'entre eux, qu'une évolution de la réglementation apparaît souhaitable. Elle s'est également intéressée aux sociétés anonymes de crédit immobilier (SACI), à la veille de la réforme de leur statut en décembre 2006. Enfin, la Mission a observé les modalités d'introduction de la réforme comptable (normes IFRS sur les durées d'amortissement des composants) et ses incidences sur la situation financière des organismes…
Miilos - Rapport 2006 - 2007-08-31
http://www.logement.gouv.fr/IMG/pdf/Miilos_RA2006_public_.pdf

La recherche européenne sur la gestion du risque d'inondation
Au cours des dernières années, l'Europe a été sévèrement touchée par de graves inondations telles que l'Elbe et le Danube en 2002, qui ont causé des dégâts matériels et des pertes en vie humaines importants. Le changement climatique ainsi que l'augmentation de la vulnérabilité des biens et des personnes accroissent le risque de telles catastrophes. Le réseau européen de recherche CRUE a été créé pour consolider les programmes européens de recherche sur les inondations, promouvoir les bonnes pratiques et identifier les lacunes. Suite au premier appel d'offres commun lancé fin 2005 par un consortium de six pays, sept projets de recherche ont été sélectionnés et les premiers résultats sont attendus pour la fin de l'année 2007…
MEDAD - 2007-09-04
http://www.ecologie.gouv.fr/La-recherche-europeenne-sur-la.html

REVUE DU WEB (suite)

La Fondation Abbé Pierre ouvre une permanence pour la lutte contre les discriminations dans le logement

Engagée depuis 2005 dans le programme européen "EQUAL", mis en place par le Fonds Social Européen pour combattre les discriminations, réduire les inégalités, et assurer une meilleure cohésion sociale, la Fondation Abbé Pierre entame une nouvelle étape à travers l'ouverture d'une permanence juridique destinée à venir en aide aux personnes victimes de discrimination dans le logement…

Fondation Abbé Pierre - 2007-08-29

http://www.fondation-abbe-pierre.fr/communiques.php?id=93

Premiers retours sur le diagnostic de performance énergétique - Sondage IFOP pour l'ADEME

La sobriété énergétique des bâtiments s'annonçant déjà comme un des volets importants du Grenelle de l'environnement, Nathalie KOSCIUSKO-MORIZET, secrétaire d'Etat chargée de l'Ecologie a réuni Michèle PAPPALARDO, présidente de l'ADEME et les représentants des professionnels des transactions immobilières pour dresser un premier bilan du DPE depuis sa mise en vigueur. A cette occasion, les résultats du premier sondage sur le DPE ont été présentés. Cette enquête a été réalisée par l'IFOP à la demande de l'ADEME. Elle porte sur la perception de ce dispositif par les professionnels de l'immobilier et les particuliers et sur l'évaluation de son impact et de son influence dans l'acte d'achat et de location…

MEDAD - 2007-08-30

http://www.ecologie.gouv.fr/Sondage-IFOP-pour-l-ADEME-premiers.html

Sondage IFOP pour l'ADEME : premiers retours sur le diagnotic de performance énergétique

http://www2.ademe.fr/servlet/getDoc?cid=96&m=3&id=46750&ref=19684&p1=B

La Commission européenne contraint les Régions à supprimer les mesures d'aides en faveur de la performance énergétique dans le logement

A l'exemple de la Région Bourgogne, la Commission européenne contraint progressivement toutes les Régions ayant introduites des mesures en faveur de la performance énergétique dans le logement de les retirer de leur programmes opérationnels régionaux. Les services de la DG Regio s'appuient sur une lecture restrictive du règlement FEDER pour justifier de cette inéligibilité. Le FEDER pourra ainsi intervenir en faveur de la performance énergétique des bâtiments à l'exclusion des bâtiments à usage d'habitations. Un arbitrage qu'a dénoncé Paul-Louis Marty, Président du CECODHAS, dans une lettre adressée aux Commissaires en charge de la politique régionale et de la politique énergétique, le secteur résidentiel relève d'un secteur prioritaire de la politique énergétique communautaire…

USH - Note de veille communautaire > Actualité législative

http://www.union-habitat.org/europe/veille

Projet de décret d'application du DALO

Mme Christine BOUTIN, Ministre du Logement et de la Ville, a fait parvenir le 29 août, un projet de décret aux membres du Comité de suivi du Droit au Logement Opposable (DALO) qu'elle a installé le 5 juillet dernier, afin de recueillir son avis sur les premières mesures d'application de la loi du 5 mars 2007 instituant un Droit Au Logement Opposable…

Ministère du Logement et de la ville - 2007-08-30

http://www.logement.gouv.fr/article.php3?id_article=6129

Logements collectifs et performances énergétiques : des solutions constructives bois

Entreprises, maîtres d'oeuvre, maîtres d'ouvrage et bureaux d'ingénierie feront le point sur les solutions bois et ses performances en matière de thermique, acoustique, sécurité incendie et coût de construction dans un secteur où le bois est encore trop peu utilisé. 18 conférences à travers toute la France du 10 septembre au 18 décembre

Bois.com - Septembre 2007

http://www.bois.com/professionnels/conferences/

REVUE DU WEB (suite)

L'Afsset propose une méthode de choix de valeurs guides de qualité d'air intérieur
Les valeurs guides de qualité d'air ont pour principal objectif de proposer des concentrations de polluants dans l'air ambiant qui visent à protéger la population d'effets sanitaires liés à une exposition par inhalation. Le respect de ces valeurs pourra conduire à réduire, voire à éliminer, les contaminants ayant un effet néfaste sur la santé humaine…
AFSSET - Agence Française de Sécurité Sanitaire de l'Environnement et du Travail - 2007-09-03
http://www.afsse.fr/index.php?pageid=415&newsid=249&MDLCODE=news

Les plans de prévention des risques technologiques
Résorber les situations difficiles en matière d'urbanisme héritées du passé et mieux encadrer l'urbanisation future, tels sont les objectifs visés par l'élaboration des Plans de Prévention des Risques Technologiques (PPRT). Ces plans concernent les établissements Seveso à « haut risque », dits Seveso « seuil haut » ou Seveso « Avec Servitude » (Seveso AS)…
Prévention des risques majeurs - Septembre 2007
http://www.prim.net/actu/archives/pprt.html

***Informations signalées et commentées par Guy Lemée** http://www.inventaires.fr **via la liste de diffusion (accès libre et gratuit) :** http://fr.groups.yahoo/com/group/logementsocialeconomielocale/*

Ce bulletin d'informations est édité en collaboration avec ACRD, société éditrice d'**IDVO** - Veille juridique et documentaire des Collectivités territoriales (IDVO/"Informations légales")

La diffusion de ce bulletin d'informations reste couverte par les droits du copyright.

Pour toute information complémentaire, merci de contacter Guy Lemée, Directeur du cabinet *Inventaires* (http://www.inventaires.fr) à l'adresse courriel : contact@inventaires.fr

© 2008 *Inventaires* - Tous droits réservés